



HAL
open science

À propos des caprices et de la violence des féminismes (en ligne)

Aurore Turbiau

► **To cite this version:**

| Aurore Turbiau. À propos des caprices et de la violence des féminismes (en ligne). 2021. hal-03190770

HAL Id: hal-03190770

<https://hal.sorbonne-universite.fr/hal-03190770v1>

Preprint submitted on 6 Apr 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

À propos des caprices et de la violence des féminismes (en ligne)

PAR AURORE TURBIAU · PUBLIÉ 16/03/2021 · MIS À JOUR 16/03/2021

Cet article d'Aurore Turbiau a été initialement rédigé en espagnol pour la revue *La Alcaparra*, « revue combative » de réflexion et création littéraire, en relation avec d'autres textes du même numéro — avec un article en particulier, qui enjoint à en finir avec le féminisme « en tweets » et à entamer un dialogue entre différentes branches du féminisme. **L'article original se trouve ici.**

Quand j'ai commencé à être féministe, et à vrai dire surtout quand j'ai commencé à travailler dans le domaine des études littéraires féministes, j'ai été souvent confrontée à une remarque qui me mettait assez hors de moi, car je ne comprenais pas bien ce qu'elle pouvait signifier à part chercher à décrédibiliser ma parole : « ah oui, c'est à la mode le féminisme ! » Quelques années plus tôt d'ailleurs, c'est aussi ce qu'on me disait quand je commençais à tomber amoureuse de filles : « ah oui, c'est à la mode d'être bie en ce moment ». Même remarque nonchalante, même geste du revers de la main associé à un regard fuyant, pour balayer ce que j'étais en train de vouloir dire, pour effacer les marques des violences dont j'essayais confusément de parler. La mère de ma copine, à l'époque, l'a rouée de coups de pieds, lui a cassé l'oreille, lui a craché dessus sa haine homophobe – mais sortir avec des filles était, paraît-il, « à la mode ». Aujourd'hui, en France d'où j'écris, quelques 150 femmes se font assassiner chaque année parce qu'elles sont des femmes, environ 23 000 personnes sont violé-es chaque année, 57 % d'entre elles sont mineures – mais si l'on est féministe, apparemment, c'est tout de même de manière un peu frivole, un peu superficielle, par « effet de mode ». J'ai été de plus en plus en colère. Tout ça n'avait rien à voir avec la mode ; avec l'urgence oui, avec la fureur de sortir de cet état de société oui.

Il y a eu #MeToo en 2016-2017. Sur le moment je n'ai pas eu l'impression qu'il se passait quelque chose de très différent de d'habitude – les femmes parlaient avant, elles se

mobilisaient avant –, mais en 2021 on en parle toujours, en France en tout cas, comme s'il y avait eu une révolution : je ne suis pas aussi optimiste mais on dirait quand même que, cette fois, le message est un petit peu plus passé que d'habitude. Surtout, il y a eu ces derniers temps les mouvements de lutte pour le droit à l'avortement : en Argentine, en Irlande, en Corée, en Pologne. Et les grandes grèves des femmes, les luttes contre les violences faites aux femmes, qui rayonnent depuis l'Amérique latine – au Chili, en Argentine, au Mexique. La puissance que les mouvements d'un endroit puisent dans les luttes menées ailleurs, la circulation des symboles, des idées, du vocabulaire, des slogans, le partage de cette force de pays à pays, de collectif à collectif : partout les mêmes luttes, même si les urgences ne sont pas partout les mêmes. Tout cela est grave, à en pleurer de rage et d'impuissance, partout ; mais comme toujours en manifestation, le fait d'être ensemble galvanise, la colère partagée devient de la force et de la gaieté – et la joie participe à la lutte. De plus en plus je me dis que oui, tout ça est « à la mode » après tout : c'est *en ce moment*, c'est *partout*, c'est gai *aussi* – c'est ce qui fait que c'est puissant. Et puis, fondamentalement, « la mode » c'est aussi beaucoup une affaire de filles – alors tant mieux. Aujourd'hui je suis fière d'appartenir aux nouveaux féminismes qui se construisent, et de me trouver au milieu de ces courants. Comme jeune chercheuse, je raccroche aussi tout ça à ce qui a précédé, aux réussites et aux ratés des mouvements précédents. Il y a bien une mode, je pense : si cela signifie que les luttes féministes, qui sont si dures et si violentes, qui bouleversent tant de choses dans nos vies, nos aspirations, nos entourages, nos amours, nos sexualités, nos projets, peuvent apparaître à certaines jeunes personnes aujourd'hui, et aux jeunes femmes en particulier, comme quelque chose qui est à la mode et qui est attractif, alors tant mieux – il nous faut aussi de la légèreté et de la joie, pour garder la force d'accomplir le reste.

Mais me voilà à écrire sur le féminisme « à la mode », alors que je voulais au départ parler de radicalité et de colère – c'est ma ritournelle en ce moment, les thèmes sur lesquels je tourne en boucle depuis des mois. Mais je crois qu'il y a bien un rapport là-dedans, puisque de toute façon mon esprit s'obstine à vouloir prendre ce point de départ dans le texte. Je crois que je voulais dire que le féminisme peut être à la mode, peut utiliser les outils du temps, peut avoir ce côté un peu fuyant, un peu superficiel, par certains aspects, sans que ça nuise à ses combats. Il me semble que c'est une double réponse que je voulais faire en fait. D'un côté, mais c'est facile, à celles et ceux qui méprisent les mouvements féministes et n'y voient toujours rien de prioritaire par rapport aux autres luttes sociales. De l'autre, et c'est plus difficile parce que je me réponds aussi à moi-même ici, à celles et ceux qui s'interrogent depuis l'intérieur des mouvements féministes sur la pertinence de certaines pratiques apparemment inconsistantes et éphémères – en particulier celles des féminismes en ligne.

Je voulais parler de radicalité. Je me demande à quel point être une féministe « radicale » – si on entend par là « extrême » – est à la mode. D'un côté oui, comme le souligne justement Elisa Ortiz dans son article sur le « féminisme de tweet », certaines plateformes propres au développement viral du féminisme des années 2010-2020 – les réseaux sociaux, quoi – favorisent une sorte de radicalité de l'idée. Un « fantasme » de radicalité, qui a du mal à

s'inscrire dans des luttes de terrain concrètes et qui pousse à des bagarres stériles, à des *call-out* un peu rapides parfois, comme on dit beaucoup sur Twitter. À l'instauration d'un climat de crainte de se faire rejeter, à la recherche d'une pureté militante incompatible avec la réalité pratique. C'est peut-être le suprême lieu de ce féminisme « à la mode », dans ce sens, Twitter, en tout cas de celui qui joue à la radicalité : lieu des engagements massifs mais relativement éphémères – les hashtags –, de débats audacieux mais souvent « hors sol », de radicalités de posture plutôt que d'action. Je connais moins les autres réseaux sociaux, et celui-là permet bien de réfléchir aux accès de violence du féminisme en ligne : pour le temps de cet article je ne parlerai que de Twitter – mais on pourrait dire d'autres choses sur les *stories* d'instagram...

Moi-même, c'est sur Twitter au départ que je me suis peu à peu formée au féminisme, que j'ai appris à poser certains mots, à analyser les situations que je vivais, à voir la force que cela donnait de pouvoir partager sur ces sujets – et je me demande si je me serais jamais politisée, si je n'étais pas passée par là d'abord. Je vois bien cette tentation de croire à la pureté militante qu'entraînent les dynamiques propres aux réseaux sociaux, je vois bien la stérilité de certains dialogues de sourds, la superficialité de certains moments ; la gravité des harcèlements, aussi. En même temps, c'est beaucoup sur Twitter que je glane les informations sur les groupes qui se créent, sur les horaires et lieux des manifestations, sur les pétitions, sur les cagnottes et caisses de grèves auxquelles participer, sur les enjeux de certaines lois ou réformes desquelles je n'avais pas idée avant, sur les associations ou syndicats que j'ai envie de suivre, sur les luttes féministes qui se tiennent ailleurs que dans mon pays. Bref, je prends Twitter comme un outil entre autres politique, qui remplit des rôles de lien social et des rôles de construction théorique – parfois virtuels, parfois orientés vers l'action concrète. Un outil politique de relais, utile de différentes manières.

Et c'est aussi à travers la violence propre à Twitter – « virtuelle », anxiogène, pas toujours très nuancée – que j'ai appris certaines choses que je considère aujourd'hui comme des bases de mes pratiques féministes. Il me semble qu'il y a une violence du verbe et des positionnements, telle que celle qui règne notamment sur Twitter, qui correspond à des nécessités politiques cruciales – et qui n'a pas vraiment de possibilité d'exister aussi frontalement ailleurs, dans la « vraie » vie. Notamment, parce que j'ai découvert le féminisme via les cercles transféministes et afroféministes de Twitter en premier, c'est à travers cette plateforme que j'ai appris qu'il fallait parfois se taire radicalement – moi (cis et blanche, pas très informée), ou d'autres. C'est d'abord à travers la culture du *call-out* sur Twitter que j'ai compris qu'on avait le droit de trouver certains points de vue fondamentalement inacceptables, imprononçables ; que parfois, même au sein des milieux féministes alliés, cela pouvait avoir du sens de faire taire violemment certaines personnes, en particulier celles qui voudraient mettre en débat l'existence et l'expérience des autres. Il y a une légitimité à refuser le « débat » qui déshumanise, et dans ce sens il y a une légitimité de la violence verbale, un peu brutale, qui consiste à faire taire. Cette pratique lapidaire qu'on trouve sur Twitter, elle a à mon avis ce sens pragmatique politique très fort – elle dit qu'il arrive que la pédagogie soit hors sujet, que le refus du dialogue et que les positions apparemment extrêmes offrent parfois plus de sens.

Je mets en relation cette idée avec celle de la non-mixité. On critique souvent l'effet « bulles » des réseaux sociaux : le fait qu'on s'y enferme dans certains cercles, certaines idées, et qu'on devienne alors de plus en plus intolérant·es à celles qui se trouveraient en dehors et qui n'y ressembleraient pas. C'est une image qui a déjà été beaucoup discutée ; en l'occurrence ce qui m'intéresse ce serait justement d'y voir une forme de transcription virtuelle des pratiques de non mixité qui, dans l'histoire des luttes sociales, ont caractérisé d'abord les mouvements anti-esclavagistes et anti-racistes, puis les mouvements féministes.

L'idée de la non-mixité, à un premier niveau, c'est tout simplement partir du constat qu'en contexte de réflexion sur des phénomènes de domination sociale, celles et ceux qui sont dominé·es ne peuvent pas discuter librement en présence de celles et ceux qui les dominent. Les ouvrier·es ne peuvent guère mettre au point des revendications ni des programmes de lutte en présence de leurs patron·nes – ni les personnes qui subissent le racisme en discuter posément en présence de blanc·hes, ni les femmes analyser les racines du sexisme et ses manifestations quotidiennes en présence des hommes avec lesquels elles vivent. À un second niveau, selon les principes qui ont notamment été développés par les théories marxistes puis, dans les années 1980-1990, par les théories antiracistes et féministes des épistémologies du point de vue, on considère aussi que les personnes qui sont tenues à la marge d'une société ou qui subissent le plus fortement l'exercice du pouvoir sont aussi celles qui sont les plus à même de comprendre comment cette société fonctionne : les dominé·es voient mieux que les dominant·es comment fonctionne l'exploitation, les formes qu'elle prend, les violences qu'elle exerce, ses manières de se perpétuer. Selon ces principes, les femmes (comme classe), savent mieux ce qu'est le viol que les hommes ; les ouvrier·es comprennent plus profondément ce que signifie le travail que les bourgeois·es, jusque dans leur corps même – ou, en termes contemporains et ultra-mondialisés, les travailleur·ses exploité·es des pays du Sud comprennent mieux les rouages matériels du capitalisme et de l'impérialisme que les consommateur·ices des pays du Nord.

Quel que soit le niveau d'analyse qu'on privilégie pour la comprendre, de toute façon la non-mixité est une pratique sociale et politique, ponctuelle dans le temps et dans l'espace, qui se construit selon une visée pragmatique : permettre que la parole soit plus libre, que des choses nouvelles soient dites sans le contrôle ou la supervision de tiers, que des prises de conscience individuelles et collectives aient lieu, et qu'elles puissent ouvrir sur des revendications et des pratiques politiques concrètes et efficaces. Dans l'histoire du féminisme, c'est en grande partie cette pratique de la non-mixité inspirée des mouvements antiracistes états-uniens qui a formé ce qu'on a appelé le féminisme « radical », à partir des années 1970, partout dans le monde occidental : non pas tant parce qu'il impliquerait des positions extrêmes (par exemple refuser d'entretenir des relations avec des hommes, « sortir les couteaux »...), que parce qu'il prend son autonomie par rapport aux luttes de la gauche en général – les deux options sont compatibles, mais à l'origine le féminisme « radical » désigne plutôt l'idée de l'autonomie. Les premières à lui donner ce nom ont été les États-uniennes : Shulamith Firestone, Kate Millett, Ti-Grace Atkinson,

Toni Cane Bambara... Le féminisme radical considère qu'il existe un système patriarcal qui organise la domination sociale des femmes par les hommes, que ce système est tentaculaire et qu'il pré-existe au capitalisme, qu'il faut le détruire jusqu'aux racines à travers une lutte spécifique, sans quoi aucune autre lutte ne pourra avoir de sens. Les mouvements féministes sont la plupart du temps des mouvements anticapitalistes : beaucoup d'enjeux des luttes sont communs, puisque le patriarcat et le capitalisme fonctionnent ensemble – féminismes de la gauche traditionnelle et féminismes dits « radicaux » sont ainsi tous les deux « révolutionnaires », dans le sens où ils préparent une révolution globale de la société et s'appuient sur des analyses similaires, pour conduire à des objectifs dans l'ensemble à peu près communs. Mais, au moment de la naissance des mouvements qui se nomment ainsi « radicaux », on établit une différence par rapport aux moyens d'action : les féministes radicales, comme les militant·es afro-américain·es avant elles, appellent à une lutte autonome ; elles estiment que les luttes sociales de gauche « en général » négligent de s'intéresser aux conditions de vie et de travail spécifiques des femmes, négligent de considérer l'importance du patriarcat dans la mise en place du capitalisme, et manquent ainsi une partie de leurs analyses et de leurs combats. Il ne s'agissait pas, en promouvant un féminisme autonome, « radical » dans ce sens, d'abandonner totalement les luttes de la gauche traditionnelle, mais de les laisser à d'autres, et de s'intéresser en priorité aux luttes spécifiques d'un autre front.

J'en reviens à mes histoires de Twitter et de « bulles » sociales. Je crois qu'en termes de pratiques féministes, et en l'occurrence surtout en termes de prises de conscience politiques et en termes de pratiques réflexives et théoriques (puisqu'il s'agit surtout, sur les réseaux virtuels, de la lutte qui passe par le langage), on retrouve dans ces « bulles » les mêmes caractéristiques que dans les cercles en non-mixité qui ont commencé à être établis comme cercles antiracistes ou dans les cercles féministes radicaux des années 1960-1970. Les interactions sont choisies, elles sont limitées ; les communautés établissent collectivement, sur un mode en général implicite mais qui vient parfois à être explicité et questionné publiquement, des règles qui déterminent qui a droit à une parole forte – lue, relayée, commentée –, qui ne l'a pas – dont la parole sera soit ignorée (selon différents degrés), soit carrément rejetée par la communauté (publiquement critiquée, voire signalée). Ces partages se font à la fois à partir de jugements sur l'appartenance de classe – dans les milieux féministes, on se méfiera globalement plus des comptes tenus par des hommes que de ceux tenus par des femmes (comme selon le principe de base de la non-mixité) – et, plus généralement, à partir d'une analyse centrée sur les discours tenus – on rejettera quelqu'un·e qui tiendra des propos teintés de misogynie ou d'homophobie, que la personne soit un homme ou une femme, alors qu'on acceptera globalement – peut-être avec prudence –, quelqu'un·e dont les discours paraissent acceptables selon les critères de la communauté (à rebours ici de ce qui se passe dans le cadre strict d'une pratique non-mixte, où l'on refuse a priori la présence de certaines personnes). Évidemment, cela donne lieu à des tensions.

Je crois que le fantasme de la pureté militante dont on parle, qui est aussi une forme de

fantasme de radicalité propre à l'usage des réseaux sociaux, est le corollaire de cette pratique sociale et discursive, forme 2.0 d'une non-mixité choisie sans cesse renégociée. Dans le cadre nécessairement ouvert des réseaux sociaux, difficile de sortir de la salle les indésirables en leur claquant la porte au nez comme on peut le faire dans les réunions non-mixtes de la « vie réelle » (quoique même là, ça ne soit jamais vraiment simple). Sans une certaine pratique collective de l'exclusion – blocages, *call-out*, disputes publiques – on n'obtient pas le cadre propice aux prises de parole et analyses nécessaires aux développements des théories et pratiques féministes. Si on le pousse trop loin certes, on en vient aux harcèlements, à une culture de la bagarre et de l'indignation un peu stériles, aux retours des vieilles rancœurs qui tournent à vide, et aux déchirures internes aux féminismes – on piétine plutôt qu'on n'avance, certaines dérives sont graves. Mais à mon avis, cela ne signifie pas qu'il faille quitter ces outils, qui tout « à la mode » qu'ils soient, voués à l'éphémère, et si défailnants qu'ils soient, offrent tout de même des ressources incroyables pour l'engagement politique. D'une manière générale : information, diffusion, analyse, réflexions de fond, mise en contact, organisation, construction de cultures politiques communes également. D'une manière plus propre aux besoins des luttes de type féministes ou antiracistes : une forme spécifique de non-mixité, qui permet de réguler à peu près qui participe aux discussions, sans empêcher pour autant les curieux·ses de suivre les discussions ni de participer à bon escient.

Je crois que même depuis l'intérieur des féminismes – et j'insiste sur le pluriel, puisque c'est précisément ce qui peut générer des tensions – la culture de la bagarre qu'on trouve dans ces milieux n'apporte pas que du mauvais. Moi aussi je pense qu'il est important de garder du sang froid et d'éviter de verser dans des radicalités superficielles et éphémères ; je pense aussi qu'on perd parfois inutilement, sur les réseaux, une énergie précieuse, qu'on mettrait mieux à profit en réfléchissant sur des terrains communs. Mais je trouve également qu'il est important qu'on puisse avoir des espaces au sein desquels il est admis qu'on peut être idéologiquement et verbalement un peu violent·e, au sein desquels on peut placer certaines personnes frontalement et sans ambages face aux problèmes que posent leurs discours.

Effectivement, l'espace des 280 caractères ne permet pas toujours les politesses. Mais en attendant, voilà : j'ai appris, face aux antiféministes, face aux homophobes, face aux hommes et à mon entourage, que la pédagogie, la patience et même parfois la simple politesse, gaspillaient nos énergies pour peu de résultats ; que le refus net et brutal, parfois – souvent –, avait une efficacité bien plus grande ; que la mise en scène de la colère, voire parfois de la haine, faisait réagir – bien plus vite, bien plus fort que la douceur – même si je pratique *aussi*, et même en fait beaucoup, la douceur. C'est la figure de la « *killjoy* » de Sara Ahmed : la féministe qui n'est pas seulement un peu pénible pour les autres, mais carrément assez violente, fouteuse de merde pour le dire moins élégamment. Être *killjoy* c'est difficile à porter, épuisant, mais aussi jouissif, et important parce qu'efficace et moins dégradant que d'accepter des fausses nuances et des compromissions. Si on a pu apprendre ça dans un sens, on peut le pratiquer dans l'autre aussi : accepter radicalement l'idée que les ignorances – comme les savoirs –, sont structurées par les systèmes de domination, admettre qu'on puisse être interpellé·e pour certains propos qu'on tient, sans politesses, et que certains sujets entraînent nécessairement l'expression violente de

certains griefs, y compris au sein des milieux féministes – notamment quand il est question des intersections des luttes. Et donc, admettre d'être soi-même, parfois, rejeté-e – si l'on comprend le principe de l'exclusion du dialogue comme un principe politique pragmatique et heuristique. C'est peut-être en moi un reste de culture chrétienne de contrition et d'auto-flagellation...

Ironiquement, ces modes de fonctionnement qui passent par la dispute parfois violente et par des principes d'exclusion, qu'on appelle parfois « radicaux » pour dire « extrêmes », et que je rapproche dans cet article des principes de l'autonomie politique déclarés par les mouvements des années 1970, servent aujourd'hui, dans les cercles féministes que je fréquente pour ma part, à protéger les espaces de discussion féministes de celles qui continuent de se nommer « radicales » aux États-Unis et en Espagne par exemple, qu'on nomme sinon les TERF (« trans-exclusionary radical feminist »). Elles sont celles des « féministes » qui considèrent qu'il faut exclure les femmes trans des luttes, en s'appuyant sur le principe même de la non-mixité – en l'associant à une dose de transphobie : elles jugent que la présence des femmes trans (concrètement : leur corps, leur comportement social) pourrait contredire le principe de l'espace non-mixte, c'est-à-dire l'espace « safe » épargné de la présence physique de la domination masculine.

Je pense qu'on a besoin, pour faire avancer nos féminismes, de dialogues approfondis, élargis, mieux centrés sur les luttes pragmatiques. Mais quand certains courants impliquent de nier l'existence de femmes, de reprendre des arguments biologiques qu'on avait cru dépassés précisément grâce au féminisme, ou d'oublier quels sont les faits de domination que nous subissons en commun par-delà les différences de nos conditions et qui forment la base mêmes de nos luttes (les discriminations sur la base du genre, les harcèlements, les violences physiques et sexuelles, les viols, les meurtres) ; ou, autre exemple, quand certains courants pratiquent un féminisme impérialiste qui prétend décider pour toutes les femmes ce qui est bon pour elles, sans prendre en considération leurs propres pouvoirs d'agir ni la spécificité de leurs histoires ; dans ces cas je ne crois pas qu'un dialogue soit possible – pas sur des bases pourries.

Il faut bien, pourtant, que les conflits s'expriment pour qu'on arrive à les résoudre – comme dit Elisa Ortiz dans ce numéro de *La Alcaparra*, les féminismes ont une histoire longue et complexe, parfois contradictoire, parce qu'ils sont fondamentalement enracinés dans des réalités différentes, dans des objectifs et des besoins qui varient partout. C'est-à-dire que si l'on accepte *a priori* que certaines propositions de ce type soient avancées – on ne les connaît pas d'avance –, je crois surtout, pour ma part, que cela doit impliquer qu'on s'autorise ensuite à les rejeter avec violence, pour répliquer la violence extrême qu'elles apportent de fait avec elles – elles qui *choisissent* sciemment de discriminer au sein des luttes des femmes selon les exacts mêmes critères que ceux de la société inégalitaire contre laquelle on lutte. Je crois, en fait, pour reprendre ce que je disais plus haut, que les dialogues qu'on peut tenir en tant que féministes doivent pouvoir accepter d'intégrer certaines formes de violence : c'est-à-dire accepter d'en pratiquer quand elles sont nécessaires en tant que réponses à des violences sociales préexistantes, et accepter de les recevoir quand soi-même on a commis, peut-être sans s'en rendre compte, une violence. On ne peut que faire des faux pas à certains moments. On parle de

violences verbales, de phénomènes d'exclusion, qui se jouent dans les discussions, en ligne ou en réel : ça reste *soft*, comme types de réponses à des dominations enracinées profondément dans nos vies matérielles – ça reste un moyen, peut-être un peu paradoxal, de construire le dialogue.

J'ai perdu le fil de mon article. Je voulais parler de l'histoire du féminisme radical, j'ai commencé par parler de féminisme « à la mode ». J'ai fait le lien avec Twitter, parce qu'il est aussi l'un des réseaux « à la mode », et qu'il condense un peu toute l'idée qu'on se fait du féminisme un peu extrémiste, un peu halluciné, à la mode mais pas très sérieux, tel qu'il s'exprimerait sur Internet. J'ai tenté une hypothèse hasardeuse sur des évolutions des pratiques de non-mixité politique, suis arrivée par là à ce dont je voulais parler au départ – l'histoire du féminisme radical –, et me voilà pour finir en train d'expliquer qu'une certaine pratique de la violence et de l'exclusion me paraît nécessaire au sein des féminismes, pour justifier les usages un peu hâtifs et brutaux des féminismes en ligne. Comment conclure, vraiment ?

Je peux finir comme j'ai commencé. Quand on me dit que ce que je fais, travailler avec le féminisme et en tant que féministe, est « à la mode », quand on me dit que ce que mes copines et moi vivons relève d'une évolution passagère des mœurs, on balaie négligemment ce que nous disons, on efface la violence que nous essayons de faire affleurer : ça n'est, au fond, pas grand-chose. Quand on appelle à la douceur, à la pédagogie, au temps long et au dialogue, j'ai toujours peur qu'au fond on fasse la même chose. J'ai peur qu'on dise à certaines que leurs colères ne sont pas très légitimes, qu'elles devraient faire des compromis – et qu'on entérine des violences qu'il nous incomberait normalement d'analyser et de prendre en charge. Au fond, qu'on parle du féminisme comme effet de mode ou qu'on critique les guerres internes au féminisme pour appeler à un dialogue apaisé, on dénonce dans les deux cas un accès, un éphémère : une mode, un caprice, un enfantillage qu'il s'agit de dépasser. On refuse d'accepter certaines réalités, ou on néglige d'envisager que certains clivages puissent effectivement être radicalement irréconciliables, voire que la lutte puisse éventuellement consister, parfois, à exclure de l'espace des féminismes certaines idéologies pourtant construites en principe par des femmes pour des femmes.

Il me semble que les réseaux sociaux – notamment – sont un espace d'expression relativement propice à l'expérimentation de ces nouvelles formes de dialogue – certes déstabilisantes, certes différentes de ce qu'on peut pratiquer « en vrai ». L'espace d'un tweet est dense, et oblige à aller à l'essentiel en passant les nuances – tant pis pour les ego fragiles. C'est un dialogue qui est une joute, qui est frustrant, mais qui propose une organisation stratégique du discours et du partage de la parole qui me paraît politiquement intéressante : une forme d'échange qui se fonde sur l'idée que les dialogues, pour se construire, doivent pouvoir exclure temporairement certain-es interlocuteur-ices – comme selon le principe de la non-mixité. Il me semble qu'il ne s'agit pas forcément d'un phénomène éphémère et superficiel, mais que, comme les mouvements antiracistes et féministes du XXe siècle l'ont montré, c'est un mode d'échange qui est au contraire absolument nécessaire pour préparer, si l'on veut, la révolution qu'on espère.

Pour citer cet article : Aurore Turbiau, "À propos des caprices et de la violence des féminismes (en ligne)", in *Les Jaseuses*, 16/03/2021, <https://lesjaseuses.hypotheses.org/1931>.

Pour lire plus sur la non-mixité, nous renvoyons à cette série que nous avons entamée : « **À propos de la non-mixité** »

Je renvoie aussi à la tribune *Toutes des femmes*, publiée initialement le 26 février 2020 :

“ *Nous, femmes, transgenres ou cisgenres, féministes, refusons l'importation de ces débats transphobes en France. Nous refusons cette opposition entre femmes, nous refusons cette division ne servant que le patriarcat et réaffirmons la solidarité féministe. Les luttes des femmes trans rejoignent les luttes féministes, telles la lutte contre le paternalisme médical, l'accès à la PMA et la conservation de gamètes.*

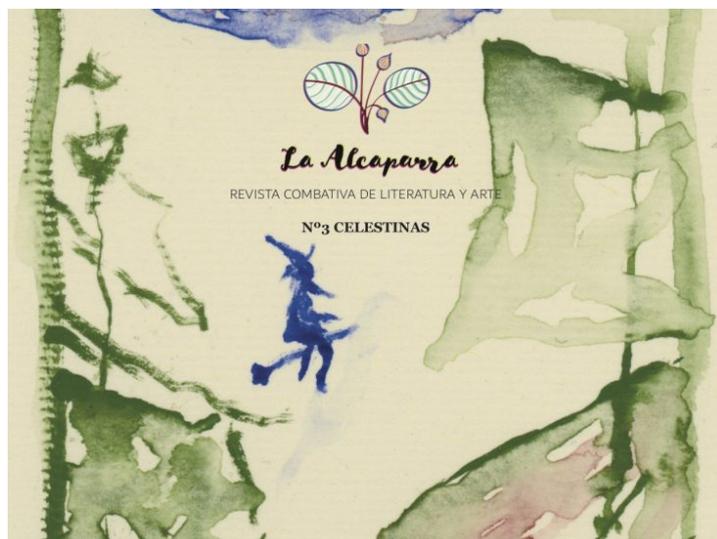
Nous sommes toutes des femmes, toutes féministes.

Toutes, nous subissons l'oppression patriarcale, le sexisme, l'exploitation domestique, les violences sexuelles, médicales, conjugales, le harcèlement et les discriminations.

Toutes, nous réaffirmons l'importance de la sororité.

Toutes, nous combattons ensemble, unies, déterminées.

Et en contrepoint à ces réflexions, forcément incomplètes, le très bon épisode de *La Poudre* sur la *cancel culture*, avec Loretta Ross et ContraPoints.





Rechercher dans OpenEdition Search

Vous allez être redirigé vers OpenEdition Search

Expression ou mot-clé

Dans tout OpenEdition

Dans Les Jaseuses

Rechercher